



La lettre de Marie

du Conseil Municipal du 23 avril 2014

Bonjour à toutes et tous,

Ce conseil municipal a été pour l'essentiel consacré aux orientations budgétaires de la majorité municipale sur lesquelles j'ai voté contre. Voici ma déclaration faite en séance motivant mon opposition au budget d'austérité :

Déclaration au conseil Municipal du 23.04.14 :

« Nous devons discuter d'un budget d'austérité, dans un contexte de nouvelles attaques du gouvernement contre les classes populaires, pour satisfaire un MEDEF et des actionnaires insatiables.

Le président Hollande et son nouveau premier ministre ont confirmé le « *pacte de responsabilité* », un pactole de 30 milliards d'euros, un énorme manque à gagner pour les finances publiques. Manuel Valls a aussi annoncé un « *pacte de solidarité* ». Il ne faut pas manquer de cynisme pour appeler « *solidarité* » la diminution des cotisations sociales, ce qui représente un nouveau mauvais coup contre la protection sociale !

Quant aux 50 milliards d'économies sur les budgets publics, ils sont confirmés : c'est autant de services publics et d'aides sociales en moins, au moment où les classes populaires en ont le plus besoin. Manuel Valls vient d'annoncer le gel des retraites, des prestations sociales, et du point d'indice des travailleurs de la fonction publique, des mesures inadmissibles qui prennent aux salariés, retraités, et aux plus pauvres... pour donner aux riches !

Nous discutons ce soir du budget de la commune et les perspectives sombres ne font que se confirmer.

« Les dotations des collectivités vont subir une amputation effroyable ». C'est Jacques Pélissard, le président de l'AMF qui le dit : « 2014 est marquée par une baisse de 1,5 milliard d'euros des dotations d'Etat – soit moins 3,5 %. En 2015, la baisse va atteindre 4,5 milliards d'euros et elle va s'accroître de 3 milliards d'euros chaque année jusqu'en 2017.

.../...

Au total, la diminution de la DGF atteindra 10,5 milliards (chiffres confirmés par Valls lui-même à l'Assemblée nationale), et la perte cumulée va représenter 24 milliards d'euros entre 2014 et 2017. C'est une véritable saignée des collectivités locales. »

Selon les calculs des élus, un scénario à 10,5 milliards d'euros de dotations en moins amputerait de fait la capacité d'autofinancement des collectivités territoriales de 76 % à l'horizon 2017, paralysant leur investissement, entraînant également des conséquences sur l'entretien des équipements existants.

Moins de dotations, c'est moins de ressources, et ce sera aussi à terme pour beaucoup de communes, des impôts locaux à la hausse ou moins de services rendus à la population et d'investissements utiles à la collectivité, ou les deux. Et cela au moment même où les besoins des collectivités deviennent plus importants pour faire face à la crise, à l'appauvrissement des populations, à la dégradation sociale...

Ces sombres perspectives de coupes budgétaires pour les années à venir tournent le dos à la satisfaction des besoins collectifs de la population et des salariés. Mais il faut aussi y ajouter une absence de volonté d'agir pour une autre répartition des richesses et la réduction des inégalités. Les projets d'un nouvel impôt, car il faut appeler un chat un chat, pour le stationnement vont même en sens exactement contraire.

Et les charges continuent d'augmenter :

- Les nouveaux rythmes scolaires ne doivent pas être une charge supplémentaire pour les communes. Cette réforme impose, au-delà de son improvisation, une charge financière insupportable pour de nombreuses communes qui ne peuvent proposer aux enfants que de la garderie sur les temps périscolaires. Cette réforme qui va faire exploser les inégalités déjà importantes entre les communes, doit être abrogée. Il faut élaborer d'autres rythmes, concertés, et exiger de l'Etat la totalité de leur financement.

Un budget suffisant pour notre commune, ce serait un budget qui répondrait vraiment aux besoins de la population et des employés communaux :

- il s'attaquerait aux inégalités sociales et faciliterait la vie des habitants en finançant de nouveaux services attendus : crèches, gardes d'enfants, centre de santé, service pour le 4^{ème} âge, transport en minibus gratuits pour les personnes âgées, aide à l'école à la gratuité des cantines scolaires, aides aux projet de la jeunesse et à l'accès au premier logement, actions pour la gratuité des transports en commun, retour à une régie publique de l'eau avec gratuité d'un minimum de m³ pour chacun, plan d'action pour faciliter l'accès au logement avec des loyers accessibles pour tous.

.../...

- *il pourrait mettre des moyens bien plus importants pour soutenir le secteur associatif, culturel et sportif...*
- *Il permettrait d'augmenter les salaires des personnels communaux de façon significative, c'est-à-dire au moins 300 € pour amorcer un rattrapage de l'érosion salariale depuis des dizaines d'années.*
- *il permettrait de créer des emplois publics statutaires, sans avoir recours à toutes les formes de précarité, qui font aujourd'hui de la fonction publique le plus gros employeur de précaires du pays.*

Les budgets communaux sont des budgets de pénurie, mis à mal par les politiques d'austérité nationales de la droite et de la fausse gauche.

Car que ce soit avec l'ancien gouvernement Sarkozy soutenu par la majorité municipale ou le gouvernement actuellement en place, c'est exactement la même politique qui est menée, avec les mêmes conséquences désastreuses pour la population, au bénéfice d'une poignée de possédants qui s'enrichissent toujours plus.

Et puis, un budget qui aurait vraiment pour ambition de répondre aux besoins de la population et des salariés de la commune, devrait se construire démocratiquement avec la population et les salariés eux-mêmes.

Vous dites souvent qu'on ne peut pas changer les politiques nationales à notre niveau. Je pense que dire cela, c'est renoncer, c'est s'adapter aux logiques néolibérales qui sont imposées depuis des années par tous les gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent.

La Vraie Gauche pour Talence pense, au contraire, qu'il est urgent d'engager une dynamique de rupture radicale avec les politiques libérales d'austérité pour sortir de la crise et d'établir un budget qui réponde aux besoins et aux attentes de la population. »

Marie Fauré

Conseillère Municipale

Une vraie gauche pour Talence